

# Réponse ENGIE à la Consultation publique du 11 décembre 2025 relative à la procédure de traitement des demandes de raccordement des installations de stockage au réseau public de transport d'électricité dans les zones à gabari

CONSULTATION PUBLIQUE N°2025-15

## Propos liminaire :

ENGIE tient à exprimer sa reconnaissance à la CRE pour avoir pris l'initiative de proposer des évolutions concernant l'organisation et la gestion des demandes de raccordement des stockeurs. Toutefois, il aurait été souhaitable que RTE, dans le cadre de son instance de consultation des parties prenantes, tire les enseignements de la première publication et, au-delà d'un retour d'expérience mettant en évidence les points positifs et les difficultés rencontrées, ouvre une concertation afin que l'on puisse collectivement formuler des propositions d'amélioration fondées sur un constat partagé. ENGIE regrette que cette démarche n'ait pas été engagée, alors même que des évolutions profondes des procédures ont été lancées. ENGIE observe que les modifications apportées à la DTR dans le cadre de l'unification des procédures n'ont pas permis de répondre aux difficultés rencontrées, notamment pour les gros consommateurs et les stockeurs.

À titre d'illustration, la procédure « Fast Track » a été introduite par RTE pour répondre à la problématique spécifique des gros consommateurs (fort volume à raccorder rapidement). Cette initiative a permis de proposer une solution adaptée aux besoins des clients et aux capacités du gestionnaire de réseau à agir. Ce qui tend à démontrer que chaque filière a ses propres besoins et par conséquent nécessite des solutions spécifiques.

## 1. Liste des questions

### Liste des questions

**Question 1 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle il n'est pas souhaitable qu'un nombre restreint d'acteurs puisse réserver l'ensemble de la capacité disponible dans les zones à gabarit ?**

ENGIE partage l'analyse de la CRE et comprend qu'une zone puisse être réservée par un acteur, dès lors que le dimensionnement de l'installation requiert un minimum de MW pour justifier un investissement. Cette approche contribue également à éviter la multiplication des raccordements et des postes privés dans une même zone.

Même si, par principe, ENGIE ne soutient pas la rétroactivité des règles (stabilité, sécurité juridique, etc.), ENGIE ne s'opposera pas à ce que le processus relatif aux demandes de PTF des zones à gabarit, lancé en octobre 2025, soit annulé et relancé une fois que de nouvelles règles dédiées aux stockeurs auront été concertées par RTE et validées par la CRE.

Enfin, ENGIE constate que la publication des capacités a généré, dans les territoires, une confusion auprès des communes concernées, ce qui nuit in fine à la transition énergétique dans son ensemble. ENGIE souhaite que cette problématique soit pleinement prise en compte dans les futures discussions.

**Question 2 : Êtes-vous favorable au processus envisagé par la CRE ?**

Néanmoins, ENGIE est favorable aux propositions formulées par la CRE et estime que le processus pourrait être renforcé lors du dépôt des demandes par l'introduction de garanties techniques (références, capacités, etc.) et bancaires (par exemple, xx k€/MW installé) à fournir par

### **l'opérateur.**

Ces garanties permettraient à RTE de s'assurer de la robustesse des demandes, sans pour autant empêcher les opérateurs de formuler des propositions, dans le respect des dispositions prévues par la CRE.

L'objectif de ces garanties serait de confirmer la capacité de l'opérateur à exécuter le projet et à respecter ses obligations contractuelles. À titre d'exemple, une garantie de type « soumission » pourrait être envisagée afin d'attester du sérieux de la demande de PTF et de démontrer le soutien d'un établissement bancaire. ENGIE précise que cette réflexion n'a pas été approfondie à ce stade (forme, conditions, modalités de gestion de la garantie, ...).

**Concernant la limitation des volumes de demandes de PTF**, ENGIE comprend que la CRE propose de plafonner à 20 % par demandeur, en dépriorisant les autres PTF des opérateurs ayant formulé un grand nombre de demandes. Chaque opérateur devra hiérarchiser ses choix de postes, et RTE sera chargé d'appliquer cette règle. ENGIE considère toutefois que ce volume pourrait être ajusté en fonction du nombre de zones ouvertes. Par exemple, pour la publication d'octobre 2025, la règle des 20 % appliquée aux 10 zones ouvertes limiterait à cinq opérateurs, ce qui devrait être mis en perspective avec le nombre total de demandeurs afin de favoriser, si possible, une répartition plus large (par exemple, 10 %).

### **ENGIE souhaite également formuler une demande concernant le justificatif de paiement.**

Selon ENGIE, la preuve de paiement devrait être reconnue comme justificatif recevable en attendant la transmission du document officiel, généralement délivré avec un léger délai lié aux circuits de validation (cybersécurité, comptabilité, banques, etc.). En toute logique, ce sont les sommes effectivement versées par virement qui devraient faire foi auprès de RTE. ENGIE souligne que les dispositifs de sécurité interne (phishing, cyberattaques, etc.) imposent des contrôles supplémentaires, ce qui peut allonger les délais de traitement des virements pour les entreprises appliquant des règles strictes.

**Enfin, ENGIE rappelle que le principe d'unification des procédures de raccordement mis en œuvre par RTE ne doit pas conduire à appliquer ces évolutions à l'ensemble des utilisateurs.** Une telle approche serait inadaptée, dès lors que les besoins et les dynamiques diffèrent selon les catégories d'acteurs.

**Question 3 : Êtes-vous favorable à ce qu'un même demandeur ne reçoive pas de PTF en premier sur plus de 20 % (arrondi à l'entier supérieur) des postes en concurrence sur l'ensemble des postes éligibles à une ORO à gabarit faisant l'objet d'une même publication par RTE ?**

ENGIE est favorable à la proposition de la CRE, mais estime qu'il serait préférable d'annuler le processus actuel et de relancer les demandes de PTF à partir d'un nouveau T0, en intégrant, le cas échéant, d'autres zones.

**Question 4 : Considérez-vous qu'il serait préférable de limiter la puissance de raccordement pour laquelle un opérateur pourrait recevoir une PTF en premier plutôt que le nombre de PTF ?**

ENGIE est favorable à la proposition de limiter le nombre de demande et non la puissance par opérateurs.

**Question 5 : Êtes-vous favorable au délai d'une demi-journée entre les envois de PTF concurrentes ?**

**ENGIE considère qu'un délai exceptionnel de trois (3) jours entre l'envoi de PTF concurrentes est indispensable.**

En effet, la CRE a proposé de revoir la procédure de raccordement, car le délai actuel entre la publication des capacités et le dépôt des demandes favorise les opérateurs les plus rapides, sans garantir la solidité des décisions d'engager des projets.

Selon ENGIE, un opérateur doit disposer du temps nécessaire pour analyser la PTF et prendre une décision éclairée quant à la poursuite du projet. Ici le délai de 3 jours proposé par ENGIE représente une réduction drastique.

Cette réflexion implique généralement :

- Des calculs de plan d'affaires en tenant compte des contraintes proposées ;
- Mais surtout la consultation des différents services afin de recueillir les accords nécessaires et décider de signer ou non la PTF.

ENGIE d'organisera en conséquence pour faire face à un délai de trois (3) jours.

**Question 6 : Avez-vous une autre proposition concernant les modalités du séquençement de l'envoi des PTF dans les zones à gabarit ?**

**Voir réponse apportée ci-dessus.**

**De plus, ENGIE s'interroge sur le format que pourrait prendre la mise en concurrence des capacités de raccordement dédiées au stockage. L'organisation d'appels d'offres pourrait, selon ENGIE, permettre de résoudre plusieurs écueils :**

- **Qualification des participants** : garantir des exigences techniques et financières solides ;
- **Classement des offres** : éviter la gestion complexe des dates d'arrivée ;
- **Réduction de la pression foncière** dans les territoires ;
- **Autres bénéfices** liés à la transparence et à l'équité du processus.

**Question 7 : Avez-vous des remarques complémentaires ?**

ENGIE demande à la CRE de vérifier que la fenêtre de 24h00 introduite ne vienne pas limiter uniquement les demandes sur cette seule période.

En effet, il est spécifié page 6 du document de synthèse « *Le processus envisagé à ce stade par la CRE consisterait, pour les postes éligibles à une ORO à gabarit où des demandes concurrentes ont été déposées dans un délai de 24 heures à la suite d'une même publication par RTE, à ne pas envoyer plus de 20 % des PTF ...* ». Il nous semble important de retirer la mention du délai de 24h et d'indiquer que le processus s'applique pour toutes les demandes en cours d'instruction chez RTE et pour lesquelles un numéro de dossier a été attribué. En effet, certaines demandes ont pu être déposées dans un délai supérieur à 24 heures mais figurer malgré tout parmi les trois encore en lice (par exemple suite à des désistements).

De plus, la procédure n'explique pas la manière dont seront traités les postes interdépendants situés au sein d'une même zone à capacité limitée. Il serait souhaitable de décrire le séquençement de l'envoi des PTF en question car les postes source concernés se font concurrence.